



Sommaire

Zone Ouest 2

Zone Sud 5

Zone Est 6

Unissons-nous
pour les enfants

Edito

Tous les droits pour tous les enfants!

En cette période de l'année, nous ne pouvons nous empêcher de regarder les petits écoliers qui chantonnent joyeusement : « Vives les vacances... » et s'apprêtent à jeter « les cahiers au feu ... » pour aller peut-être jouer au football comme les grands ou s'adonner à d'autres divertissements. C'est donc ce moment que nous avons choisi de vous présenter un nouveau numéro de votre bulletin : « Echos du terrain ».

Vous y trouverez comme de coutume des informations en provenance des 3 Zones couvertes par les interventions de l'UNICEF aux côtés de ses partenaires tant gouvernementaux que non gouvernementaux.

Dans toute la République Démocratique du Congo, la date du 16 juin est une journée spéciale pour mettre les droits de l'enfant au devant de la scène.

Dans **la Zone Ouest**, à Kinshasa, la Représentante de l'UNICEF, Pierrette Vu Thi, a tenu un point de presse devant un parterre de journalistes autour du thème retenu cette année par l'Union Africaine pour marquer la journée de l'Enfant Africain 2010 : Planification et Budgétisation des ressources en faveur des enfants : notre responsabilité collective.

Dans la province de l'Equateur les populations sinistrées trouvent peu à peu une réponse concertée à leurs besoins.

La Semaine de la santé de la Mère, de l'Enfant et du Nouveau-né au Katananga est l'une des activités-phares qui se sont déroulées dans **la Zone Sud** où s'est également rendu Trésor Lualaba, Ambassadeur national de l'UNICEF en RDC.

Des jeunes reporters de **la Zone Est**, des « Témoins du dedans », ont été sous les feux des projecteurs dans l'édition du 12 mai 2010 du journal Le Monde.

Les Confessions Religieuses du Maniema marquent leur s'organisent en faveur de la signature d'un protocole d'accord avec l'UNICEF sur les pratiques familiales Essentielles.

En marge du cinquantenaire de la RDC découvrons ensemble en dernière page, une galerie de visages d'enfants qui voudraient vivre dans un Congo digne d'eux.

Bienvenue donc dans ces pages qui sont les vôtres et nous nous retrouverons dans deux mois pour un nouveau rendez-vous.

L'équipe de Rédaction

Zone Ouest

Equateur



Le conflit armé qui a éclaté au cours des derniers mois dans la province de l'Equateur, au Nord ouest de la République Démocratique du Congo a provoqué une crise humanitaire qui a mobilisé tous les partenaires au développement œuvrant dans cette partie du pays.

En effet, une réponse multisectorielle a été nécessaire afin d'assister les populations de déplacés confrontées à de nombreux défis pour leur survie. Grâce à l'Allocation Spéciale pour l'Equateur, l'UNICEF ainsi que des structures gouvernementales (Inspection provinciale de la Santé, EPSP) et les ONG telles que MEMISA, Les Aiglons et APEE ont respectivement mis à la disposition des populations une assistance en eau, hygiène et assainissement, en éducation, des biens non alimentaires et des services de protection.

Environ 5,000 kits de biens non alimentaires (bâches, jerrycans, savons, ustensiles de cuisine, couvertures...) ont été distribués à 25,000 personnes. 6,600 kits d'hygiène intime ont été remis aux femmes.

Dans le cadre de la protection, sur 503 Enfants Non Accompagnés certifiés, 268 d'entre eux dont 162 filles ont été réunifiés avec leurs familles tandis que 235 enfants parmi lesquels on compte 130 filles, se trou-

vent encore dans des familles d'accueil, une étape transitoire pendant que s'effectue un traçage en vue de retrouver leurs familles biologiques.

En ce qui concerne le secteur de l'eau, hygiène et assainissement, 49 formateurs ont été formés dans 9 zones de santé aux techniques et méthodologies de promotion à l'hygiène ainsi qu'à l'utilisation des aquatabs (comprimés destinés au traitement de l'eau).

En outre, l'UNICEF et l'EPSP ont distribué des kits scolaires à 25,000 enfants, des kits didactiques et récréatifs à 100 enseignants dans 9 écoles.

Cette assistance est cependant confrontée à plusieurs contraintes notamment d'ordre logistique car de nombreuses zones restent inaccessibles du fait des distances, des voies de communication inexistantes et de l'insécurité persistante.

Il s'avère des lors urgent de négocier des corridors humanitaires afin de permettre aux humanitaires d'accéder aux populations déplacées qui sont cruellement dans le besoin et de sécuriser le retour prochain des réfugiés de la République du Congo dans les territoires sécurisés.

Kinshasa



Quand l'éducation primaire se trouve condamnée

Par Alice Biafala, journaliste à Inzoweb

Venus des quartiers péri urbains de la capitale congolaise, beaucoup de jeunes enfants envahissent le centre ville pour se lancer dans la débrouillardise. La plupart d'entre eux ont abandonné l'école suite à l'incapacité de leurs parents d'assurer leur scolarité. Ils travaillent pour compléter le budget familial et/ou se prendre en charge.

Une situation qui porte un coup fatal sur leur éducation, importante pour le développement de tout humain.

Cédrick Tumba, 13 ans, habite la commune de Masina. Tous les jours, il prend le train urbain pour aller cirer les chaussures au centre ville.

Chargé de son sac à dos, il fait claquer sa brosse contre du bois pour attirer l'attention de potentiels clients. Le jeune garçon confirme qu'il ne va plus à l'école à cause du manque des moyens de ses parents. " J'ai

arrêté en 5ème année primaire. En cirant les chaussures, il m'arrive de réunir 3000FC. Je donne à ma mère 1500 FC et le reste j'économise chez un boutiquier ".

Fils d'un chauffeur et d'une restauratrice, Christian, 15 ans, est ancien élève du Petit collège de Masina (Est de Kinshasa). Il a quitté l'école en 6ème primaire, il y a quelques mois. " J'étais tout le temps renvoyé à cause



du minerval impayé (18 000 FC par trimestre). Mon père m'a demandé de rester à la maison parce qu'il ne peut pas trouver cet argent ". Christian tente de se prendre en charge vendant la cigarette et en cirant les chaussures. Avec à peu près 5000 FC qu'il rassemble en fin de journée, il contribue au budget familial et fait des économies pour reprendre les études, affirme-t-il.

Difficile de sortir de l'engrenage

Pour ceux qui sont dans ces petits jobs, il est difficile d'en sortir pour reprendre le chemin de l'école.

Vendeur ambulant d'eau en sachet depuis peu, Albert Mpata, âgé de 26 ans aujourd'hui, se rappelle avoir abandonné l'école, alors qu'il n'avait que 7 ans en Première primaire, suite au refus de son père de le scolariser, lui et ses trois frères. Depuis, il enchaîne avec les petits boulots " en vogue ". Ne sachant ni lire ni écrire, il est inquiet pour son avenir. " Je ne sais pas ce que je ferai au moment où l'interdiction de la vente d'eau entrera en vigueur. Je ne sais pas non plus retourner à l'école à cet âge alors que je dois m'occuper de mon fils de 8 mois et de ma femme ".

Tout comme Albert, Christian et Cédric, ils sont nombreux à n'avoir pas un moyen sûr pour survivre dans la ville de Kinshasa. Ces jeunes sont exposés à un avenir de pauvreté parce qu'ils n'ont pas eu l'opportunité de bénéficier d'une éducation accompagnée.

Les parents évoquent leurs difficultés

Papa Gaston, cordonnier sur l'avenue du Commerce, dans la commune de la Gombe, est père de 6 enfants. Il reconnaît cette diffi-

culté qu'il y a d'envoyer ses enfants à l'école quand on n'a pas les moyens. " J'ai fait l'école normale, je me suis retrouvé cuisinier dans plusieurs foyers et aujourd'hui je suis cordonnier avec une dizaine de bouche à nourrir. Face à cette crise qu'on connaît dans le pays, je trouve normal que les enfants dont les parents sont pauvres se débrouillent tout comme nous pour survivre ".

Makengo, un aveugle, affirme qu'il a été enseignant avant son handicap. Il se fait accompagner de sa fille, âgée d'environ 8 ans, pour mendier le long de l'avenue Tom-balbaye, dans la commune de Gombe. A la question de savoir pourquoi il ne laisse pas sa fille aller à l'école, il évoque son handicap pour trouver un travail et souligne le fait que " ce couple " (lui aveugle et sa petite fille) sur la route, suscite la compassion des personnes de bonne volonté qui leur remettent quelques billets de banque. "L'argent que nous recueillons nous permet de survivre ", précise Makengo.

Investissement essentiel

Sans éducation, tous ces enfants qui vivent au jour le jour ont un avenir véritablement limité. " Plus qu'une urgence, il est impérieux que l'Etat investisse dans l'éducation pour assurer les compétences nécessaires de son potentiel humain en vue de contribuer à la reconstruction et au développement de la société "; soutiennent les spécialistes en éducation.

De l'éducation pour tous aux objectifs du millénaire pour le développement, l'éducation primaire forme le noyau de principaux objectifs internationaux. Il est donc essentiel pour les décideurs politiques d'évaluer et de suivre de près l'investissement public à ce niveau de scolarisation.



Kinshasa, 16 juin 2010 : Journée de l'Enfant Africain

Dans le cadre de la célébration de la Journée de l'Enfant Africain, le 16 juin, la représentante de l'UNICEF en RDC, Pierrette Vu Thi a lancé, lors d'un point de presse tenu dans son Organisation, un appel à la mobilisation des ressources tant au Gouvernement congolais qu'aux autres partenaires qui s'occupent de la question de l'enfant. Mme Vu Thi a notamment déclaré : « L'UNICEF travaillera avec le Gouvernement pour le renforcement de la prise en compte des besoins des enfants congolais. Nous continuerons notre effort de plaidoyer auprès du Gouvernement pour la mobilisation des ressources ».

Selon, la Représentante de l'agence onusienne, le thème retenu par l'Union Africaine cette année (Planification et budgétisation des ressources en faveur des enfants : notre re-

sponsabilité collective), attire l'attention des décideurs sur la nécessité de réduire le niveau de pauvreté des enfants et les inégalités en RDC de manière à accélérer les progrès vers l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour



le Développement. L'UNICEF s'engage donc non seulement à influencer sur les politiques qui affectent l'allocation des ressources mais aussi à faire du respect des droits de l'enfant une priorité des programmes nationaux arrêtés par le Gouvernement dans le secteur de la santé, l'éducation, l'eau-hygiène et assainissement ainsi que la protection.

Pour ce faire, l'UNICEF travaille avec le Gouvernement dans le cadre du programme de coopération 2008-2012 qui compte parmi les plus grandes opérations de du Fonds des Nations Unies pour l'Enfance à travers le monde avec un budget de 539.730.000 dollars américains. L'UNICEF s'investit également aux côtés du Gouvernement dans l'élaboration de la 2ème génération du document de Stratégie pour la Croissance et la Réduction de la pauvreté (DSCR).

Par ailleurs, à travers son Programme Planification, l'UNICEF appuie l'Institut National des Statistiques (INS) depuis 2009 dans la collecte de données fiables à l'échelle nationale. L'enquête MICS 3 actuellement en cours, vise à fournir des données actualisées, désagrégées et de qualité pour le suivi de la situation sociale réelle des enfants et des femmes en RDC.

Pierrette Vu Thi pense qu'il est temps de mobiliser des ressources en faveur des enfants car l'enfant congolais vit dans un environnement qui ne favorise pas son plein épanouissement. Le pays a connu des crises

qui ont éfrité les efforts consentis qui auraient pu permettre aux enfants de jouir de leurs droits. Aujourd'hui encore, 8 enfants congolais sur 10 vivent dans des ménages où aucun des deux parents ne travaille, où le chef de ménage est illettré. Selon l'étude menée par l'UNICEF sur la pauvreté des enfants et les disparités, la proportion des Congolais vivant sous le seuil international de pauvreté d'un dollar par habitant par jour, passe de 70% à 77% dès lors que l'analyse est élargie pour inclure les enfants.

Pour redresser ce tableau accablant de la situation des enfants en RDC, la Responsable de l'UNICEF en RDC déclare : « la planification locale, provinciale et nationale doit se baser sur des données et des évidences vérifiables qui démontrent les dividendes à obtenir pour cette génération et la génération future ».

Répondant à une question d'une journaliste du journal L'Observateur qui voulait savoir si la RDC serait en mesure de répondre au rendez-vous des OMD en 2015 au regard des actions menées par l'UNICEF en faveur des enfants, Pierrette Vu Thi a souligné qu'il y a des progrès timides qui ont été réalisés mais il faut continuer à fournir des efforts pour que le pays atteigne ces objectifs. « Néanmoins, a-t-elle reconnu, dans des domaines tels que la mortalité des enfants, l'eau, hygiène et assainissement, il y a eu des améliorations significatives ».



LA CONVENTION RELATIVE AUX DROITS DE L'ENFANT





Semaine de la Santé de la Mère, du Nouveau-né et de l'Enfant et visite de l'Ambassadeur national bénévole de l'UNICEF dans la capitale cuprifère de la RDC

L'Ambassadeur national de bonne volonté de l'UNICEF, Trésor Lualua, qui est aussi le capitaine de l'équipe nationale de football de la RDC a participé le 18 juin au lancement de la Semaine de la Santé de la Mère, du nouveau-né et de l'Enfant à Lubumbashi, capitale de la province cuprifère de la RDC.

En effet, c'est aux côtés de Victor Makwenge Kaput, Ministre de la santé et du Gouverneur de la Province du Katanga, Moïse Katumbi que Trésor Lualua a exhorté les parents, à se rendre nombreux dans les différents centres de santé où sont offerts les services de vaccination. Pour l'occasion, Trésor Lualua a vacciné quelques enfants et encouragé les mères à fréquenter davantage les centres de santé : « Si aujourd'hui je suis un joueur de football professionnel, c'est parce que mes parents ont pris soin de moi. Ils m'ont protégé. Si j'avais attrapé la polio, je n'aurais certainement pas pu jouer au football. Alors, vous aussi, comme vous aimez vos enfants, protégez-les, faites les vacciner et suivez tous les conseils qu'on vous donne dans les centres de santé. Comme cela vous aurez des enfants en bonne santé et qui feront la fierté de la province et du pays ».

En effet, malgré des efforts soutenus, l'Enquête Démographique et de Santé (EDS) 2007, relève que le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans au Katanga est évalué à 154 pour 1000 naissances vivantes alors que la moyenne nationale est de 148. C'est donc une situation qui demeure préoccupante et qui nécessite des actions à large échelle et à haut impact.

C'est au regard des faibles progrès réalisés vers l'atteinte de l'OMD 4 que le Gouvernement Central en collaboration avec les Agences du système des Nations Unies et les autres partenaires au développement ont établi des liens en vue de renforcer et d'augmenter les interventions à fort impact

pour la survie de l'enfant en organisant cette « Semaine Santé de la Mère, du nouveau-né et de l'Enfant ».

La présente stratégie, encore dans sa phase expérimentale dans 16 zones de santé pilotes du Katanga, touchera environ 450.000 enfants et 90.000 femmes enceintes et a déjà fourni des résultats positifs dans d'autres pays africains qui l'ont mise en œuvre.

Bien appliquée, cette stratégie, à efficacité universellement prouvée, permettra certainement de réduire la morbidité des enfants grâce au paquet d'interventions retenues dont la prise en charge intégrée des maladies d'enfance, la vaccination et la supplémentation en vitamine A.

Les résultats issus de cette première expérience au Katanga seront documentés, partagés et dupliqués dans d'autres provinces de la RDC.

En effet, tous les partenaires réunis autour de cette Semaine Santé de la Mère, du nouveau-né et de l'Enfant espèrent vivement que les autres provinces du pays emboîteront rapidement le pas à la province du Katanga pour la survie de l'enfant congolais. En marge de cette Semaine Santé de la Mère, du nouveau-né et de l'Enfant, le 16 juin 2010, à l'occasion de la célébration de la Journée de l'Enfant Africain à Lubumbashi, l'Ambassadeur bénévole de l'UNICEF, Trésor Lualua avait pris part aux activités organisées au centre d'encadrement pour enfants de la rue de la Kasapa par la Division provinciale du Genre, Famille et Enfant. L'un des temps forts de cette journée particulière a eu lieu lorsque Trésor Lualua a procédé au coup d'envoi d'un match amical opposant 2 équipes de jeunes joueurs en présence du Vice-gouverneur de la province et de la Ministre provinciale de l'Éducation, du Genre et de la Famille.

Goma



Témoins du dedans

A la une du journal français Le Monde du 12 mai 2010, un article intitulé : « Témoins du dedans » a attiré l'attention de nombreux lecteurs. En effet, dans le cadre d'un partenariat avec UNICEF France, cinq jeunes Congolais de Goma (Jeannot, Junior, Gloria, Kelvin et Félicien), reporters amateurs, qui avaient bénéficié d'une formation en production audiovisuelle auprès de l'agence onusienne, ont

suivi des enfants déplacés de guerre dans la province du Nord Kivu.

Dans ce document vidéo, les reporters en herbe traduisent en images et témoignages personnels les conséquences des conflits armés qui se déroulent encore dans cette province ainsi que les défis à relever afin que tous les enfants congolais puissent un jour vivre dans un environnement de paix et qui respecte tous leurs droits.

Vous pouvez accéder à ce visuel interactif en ligne sur [lemonde.fr](http://www.lemonde.fr/international/visuel/2010/05/12/temoins-du-dedans-la-crise-au-congo-racontee-par-les-congolais_1347272_3210.html#xtor=AL-32280340).

Kindu



Mgr Willy Ngimbi examine le dossier de l'accord de partenariat entre son diocèse et l'UNICEF

Vers la concrétisation du partenariat Unicef-Dioceses Catholiques du Maniema

L'UNICEF et les deux diocèses catholiques de la province du Maniema sont en phase à la conclusion d'un accord de partenariat pour la mise en œuvre des pratiques familiales essentielles dans la communauté en vue de réduire la mortalité infantile trop élevée en République Démocratique du Congo. En effet, après les sessions de formation et de planification en faveur de 70 délégués des 5 principales confessions religieuses de cette province en mars 2010, l'heure est à la finalisation des pourparlers pour la signature du partenariat. Une délégation de l'Unicef a été reçue le 21 mars 2010 par Mgr Willy Ngumbi Ngengele, Evêque de Kindu, et le 28 mars par Mgr Melschisech Sikuli Paluku Evêque de Butembo-Beni et l'administrateur apostolique du diocèse de Kasongo, pour échanger sur les points d'achoppement qui retardent la signature du protocole de partenariat dans la province du Maniema. Ces entretiens ont tourné autour de quatre points notamment le document du protocole d'accord et sa rigidité par rapport aux amendements, au contexte local et aux aspirations du développement des diocèses ; l'amélioration de la santé de la mère et l'avortement ; la lutte contre le VIH/Sida et l'utilisation du préservatif et ; la notion du genre et le féminisme. A ces préoccupations, l'UNICEF a rassuré l'Eglise par des précisions suivantes :

- Chaque diocèse procède à la lecture du document de protocole d'accord lui soumis et apporte de modifications souhaitées. Il discute ensuite avec l'UNICEF sur les points d'accord et harmonisent leurs vues sur les divergences pour obtenir un document consensuel. Le spécimen lui soumis de l'archidiocèse de Kinshasa, veut seulement montrer que l'Eglise catholique, la CENCO avaient déjà longuement travaillé sur le texte.

- L'UNICEF n'a jamais travaillé dans le sens d'encourager les avortements. L'UNICEF ne compte aucun projet ou programme qui prenne en charge les questions d'avortement car l'UNICEF lutte pour la vie, notamment celle des enfants et des femmes. D'où son combat acharné contre la mortalité des enfants de moins de 5 ans.
- L'UNICEF manifeste un respect total à la morale et à l'éthique prônée par l'Eglise catholique. La position de l'Eglise est bien connue de l'UNICEF. Le protocole d'accord proposé ne porte aucune disposition sur l'utilisation du préservatif. C'est à chaque diocèse de voir et de suggérer les modalités à travers lesquels l'Eglise catholique compte lutter contre le VIH/SIDA auprès de ses fidèles et des communautés de base.
- Pour l'UNICEF, la problématique GENRE est une dynamique qui permet de bâtir ou construire un environnement favorable à la promotion des droits de l'homme et de la femme ainsi que le renforcement des capacités des femmes. Il n'est nullement question d'épouser les idées féministes.

A la suite des éclaircissements, les Evêques ont reconnu auprès de la délégation qu'ils poursuivaient les mêmes objectifs que l'UNICEF pour l'amélioration des conditions de vie de l'enfant mais se sont dits rester vigilants quant aux principes chrétiens qui animent l'action de l'Eglise catholique.

Les Evêques ont aussi souhaité, à l'issue de ces entretiens de clarification, voir le partenariat signé pour la mise en œuvre du projet dans les délais raisonnables avec des périodes d'évaluation précises entre les partenaires.



Bonne fête de l'Indépendance à tous les enfants congolais !